

Reçu par l'Union au 20/04/2016



ACTION 17a. Fellman
COPY *[initials]*
[initials]
[initials]



Rachida DATI
Member of the European Parliament
Former French Minister of Justice

Bruxelles, le 6 avril 2016

Monsieur le Secrétaire Général,

Alors que l'Europe est confrontée à sa plus grave crise migratoire depuis la Seconde guerre mondiale, et face aux attentats terroristes qui frappent l'Union européenne en son cœur, jamais notre coopération avec des pays tiers n'a été aussi vitale pour l'avenir de l'Europe.

Le Royaume du Maroc, qui bénéficie depuis 2008 du Statut avancé, et qui n'a cessé d'apporter, par les actes, la preuve de son engagement avec l'UE autour d'intérêts communs et de valeurs partagées, est justement l'un de nos partenaires les plus proches, les plus fiables et les plus stratégiques, notamment sur les questions sécuritaires. Grâce aux réformes profondes et audacieuses qu'il mène avec vision et détermination, le Maroc est le modèle le plus évolué dans le voisinage de l'Union et dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient en particulier, où il se démarque non seulement comme un pays stable et un partenaire fiable, mais aussi comme un pourvoyeur de paix et de stabilité à l'échelle régionale et au-delà.

Pourtant, la relation particulière qui nous unit à ce partenaire historique est l'objet d'attaques et de tentatives de déstabilisation répétées, parfois même au sein de notre propre Union.

Il est essentiel que nous réaffirmions la nécessité de garder le Royaume du Maroc comme partenaire stratégique de l'Union européenne. C'est en ce sens qu'avec d'autres députés européens, nous avons souhaité montrer, par une déclaration écrite, notre attachement à la relation unique que nous avons avec le Royaume du Maroc, pour envoyer un message fort à l'Union européenne et à la communauté internationale.

Au nom des 120 députés européens (tous groupes politiques confondus), qui ont signé cette déclaration écrite, permettez-moi de vous encourager à vous positionner clairement en faveur du maintien des bonnes relations avec le partenaire marocain et à tenir dument compte de ses intérêts stratégiques supérieurs, dans toutes les actions que vous entreprendrez au nom des Nations Unies.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'expression de mes respectueuses salutations.

Rachida Dati

Ban Ki Moon
Secrétaire Général des Nations Unies

FILED



0005/2016

18.01.2016

WRITTEN DECLARATION

submitted under Rule 136 of the Rules of Procedure

on the need to keep the Kingdom of Morocco as a strategic partner of the EU

**Rachida DATI (EPP), Hugues BAYET (S&D), Ramona Nicole
MANESCU (EPP), Louis MICHEL (ADLE), Gilles PARGNEAUX (S&D),
Franck PROUST (EPP), Frédérique RIES (ADLE), Robert
ROCHEFORT (ADLE), Siôn SIMON (S&D), Marc TARABELLA (S&D)**

Lapse date: 2016

Written declaration, under Rule 136 of Parliament's Rules of Procedure, on the need to keep the Kingdom of Morocco as a strategic partner of the EU¹

1. Since the signing of the Association Agreement with the European Union (EU) in 1996, Morocco has been a strategic partner. Since 2008, it has enjoyed an advanced status with the EU.
2. Under European Neighbourhood Policy, Morocco entered into partnership with the EU for mobility, migration and security.
3. Morocco has made numerous reforms regarding fundamental rights and freedoms, including adoption of the Constitution of 1 July 2011 and the advanced regionalisation process.
4. The CJEU judgment issued on Thursday 10 December 2015 ordering the annulment of Council Decision 2012/497/EU on the conclusion of an agreement on agricultural products between the EU and Morocco is sending an alarming signal to our Moroccan partners.
5. The EU Council has announced its intention to appeal against the judgement.
6. To avoid weakening the partnership, the Commission and Council are urged to encourage and support Morocco in its democratic reforms and ensure the legal validity of international agreements concluded by them with this partner.
7. This declaration, together with the names of the signatories, is forwarded to the Council and the Commission.

¹ Under Rule 136(4) and (5) of Parliament's Rules of Procedure, where a declaration is signed by a majority of Parliament's component Members, it is published in the minutes with the names of its signatories and forwarded to the addressees, without however binding Parliament.